



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana
PRESIDENCE DE LA TRANSITION

MADAGASCAR

Intervention de SEM RAJOELINA Andry

Président de la Transition



67ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

*« L'ajustement ou le règlement pacifique des différends
internationaux par des moyens pacifiques »*

MISSION PERMANENTE DE MADAGASCAR AUPRES DES NATIONS UNIES

820. Second. Avenue. Suite 800. New. York. NY 10017

Monsieur Le Président de l'Assemblée Générale,
Monsieur Le Secrétaire Général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs, les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

En ma qualité de Président de la Transition de Madagascar, c'est pour moi un immense honneur de participer, pour la deuxième fois, à ce débat général de l'Organisation des Nations Unies.

La thématique de cette 67ème session ressemble fort à un appel à un rassemblement, à une réflexion commune et à un retour en général sur des questions existentielles et de valeurs humaines face à des situations de paix extrêmement précaire dans le monde.

En effet, ces dernières années ont été marquées par des divergences de points de vue, de différends politiques et de contradiction d'intérêts.

Le monde est face aujourd'hui à de nouveaux enjeux de stabilité et de maintien de la paix. Plusieurs moyens et initiatives ont certes été déployés pour résoudre les conflits qui ne sont pas homogènes et des différends qui ne se présentent pas toujours de la même manière.

Les intérêts sont variables et les modes de traitement sont inégaux.

Auguste Assemblée,

L'inventaire des formes de conflits mondiaux nous ramènent aujourd'hui à une évidente réalité : la variation géostratégique n'obéit à aucune règle, et elle est en perpétuel mouvement.

Les propos sensibilisateurs de Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général Ban Ki – Moon dans l'allocution qu'il a prononcée récemment, lors de l'ouverture du seizième sommet du Mouvement des pays non alignés, nous semblent, à ce sujet, très révélateurs.

N'a-t-il pas souligné parmi les défis qu'il y a lieu de relever, les différends politiques « bien trop nombreux » entre les Etats membres du même Mouvement des non alignés ?

N'a-t-il pas exhorté les protagonistes de la crise syrienne à immédiatement cesser le feu et les violences ?

Et pourtant, nous ne pouvons que déplorer le fait que son appel n'ait pas été suivi d'effet.

Aujourd'hui encore, une cinquantaine d'innocents meurent chaque jour et se comptent maintenant par milliers depuis des mois. Nous condamnons fermement ces pertes de vies humaines. La terre continue de fumer de sang innocent, violemment répandu non seulement en Syrie, mais aussi dans d'autres parties du monde.

Devant cet état de choses et malgré la complexité des enjeux de ces conflits, notre Secrétaire Général n'a pas baissé les bras. Nous ne pouvons que saluer sa détermination à s'atteler, sans relâche, à la recherche d'une solution négociée.

Les Etats et autres Organisations doivent unir leurs forces pour maintenir la paix, la stabilité et la sécurité dans le monde. Nous ne pouvons pas être des témoins passifs des désastres actuels et futurs.

La République de Madagascar attache une valeur particulière à la pertinence et à l'importance des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, comme étant une source d'inspiration ainsi que de renforcement de l'interdépendance entre les Nations et les peuples.

Ceci étant, le Droit de l'homme, le droit des Etats, l'Etat des droits ainsi que les autres outils internationaux en termes de réglementation mettent les dirigeants devant leurs responsabilités.

La Société des Nations a défini l'Etat de Droit comme étant un principe de gouvernance fondé sur :

- ◆ la soumission de tout individu de toute Institution incluant l'Etat aux lois adoptées et publiées sans distinction de statut social, ni économique,
- ◆ l'égalité de tous devant une justice indépendante et impartiale,
- ◆ la conformité des lois nationales aux normes internationales des Droits de l'Homme.

Nul ne devrait être au dessus de la loi, et il faut bannir la culture de l'impunité.

Les conflits nationaux dépassent aujourd'hui les frontières et ils deviennent actuellement des problèmes internationaux.

La place de la diplomatie et les négociations internationales sont plus que jamais confrontées aux difficultés.

Les conséquences des différends se présentent sous plusieurs aspects, notamment :

- ◆ les problèmes d'impunité,
- ◆ l'instabilité du monde arabe et musulman,
- ◆ le cas des pirateries somaliennes,
- ◆ les immigrations clandestines,
- ◆ les déplacés de guerre,
- ◆ les problématiques des ROM,
- ◆ les confrontations religieuses,
- ◆ les gestions frontalières terrestres et maritimes,
- ◆ et l'insécurité alimentaire.

Force est de constater que beaucoup reste à faire pour préserver des vies et préserver des humains, car c'est toujours la population civile qui est la première victime des conflits et des différends.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le monde est en pleine mutation et plusieurs pays sont en situation de transition. Leurs peuples revendiquent un changement et espèrent un développement pérenne. Ces pays doivent être soutenus, appuyés et non sanctionnés.

A ce sujet, permettez-moi d'évoquer le cas de mon pays : Madagascar. Dans le cadre du processus de sortie de crise politique, grâce aux implications des Organisations de la SADC, le soutien de l'Union Africaine, l'appui de la Commission de l'Océan Indien et de l'Organisation Internationale de la Francophonie, la Feuille de route a été signée et adoptée par les partis

politiques malgaches en Septembre 2011. Ainsi, plusieurs étapes significatives ont été franchies.

Les parties malgaches ont honoré leurs engagements. Toutes les institutions de la Transition ont été mises en place, notamment un Gouvernement d'Union Nationale et le Parlement de la Transition.

Cette Feuille de route, qu'on peut qualifier d'« Accord politique », nous a permis ainsi de déclencher le processus électoral.

Madagascar a besoin de prendre en main son destin, d'écrire sa propre histoire, d'en finir avec le cycle d'instabilité politique à travers l'organisation d'élections crédibles et transparentes, garanties par la mise en place de la Commission Nationale Electorale Indépendante de la Transition (CENIT).

Et de concert avec les Experts des Nations Unies, les échéances électorales à Madagascar ont été officiellement proclamées, dont la tenue des élections présidentielles prévues le 8 Mai 2013.

Je lance ainsi un appel solennel à tous les partenaires internationaux, à tous les pays membres et Amis de Madagascar, à nous soutenir et à nous appuyer dans cette démarche qui est la seule voie la plus démocratique au monde.

Profondément attaché aux valeurs de solidarité, de tolérance et de paix, Madagascar est actuellement en quête d'un développement rapide et d'un avenir meilleur.

Durant ces trois ans et demi de Transition, et en dépit de toutes les tentatives de déstabilisation, nous veillons chaque jour sans relâche à tenir nos engagements et assurer la protection de nos compatriotes, tout en palliant aux problèmes sociaux.

En dépit de cette conjoncture éprouvante, et malgré la suspension des aides et des subventions internationales, qui représentaient 60% du budget de l'Etat, nous avons pu faire fonctionner l'administration normalement et honorer tous nos engagements ainsi que nos dettes.

Madagascar fait certes partie des pays les moins avancés, mais néanmoins, il fait partie des pays les moins endettés dans le monde, car son taux d'endettement s'élève seulement à 5% du PIB, par rapport à d'autres pays dont le taux atteint jusqu'à 238% du PIB.

Il est donc possible de développer notre pays et de créer notre richesse à travers nos propres richesses. C'est le défi que nous relevons.

Il est maintenant plus que temps de procéder à la réforme en profondeur d'un système efficace, respectueux à la hauteur des attentes de nos populations respectives, sans oublier évidemment, la nécessité de doubler, voire tripler, les engagements dans la lutte contre la pauvreté et le développement durable.

Ici, aujourd'hui, je lance un appel à la solidarité internationale à acheminer cette Transition vers la construction d'un avenir plus prometteur, sans nous asphyxier !

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le Peuple malgache a besoin de son indépendance pleine et entière pour parvenir à des élections transparentes, donc démocratiques.

Je sais qu'au fond de vous-mêmes, tous ici présents, vous avez la volonté de nous apporter votre soutien.

Alors, permettez-moi de vous donner la solution. La meilleure façon de nous aider consisterait : à nous faire confiance, à respecter vos engagements et à nous laisser assumer nos responsabilités.

Au nom des valeurs et des principes universels, toute personne remplissant les conditions d'éligibilité dictées par la loi, a le droit d'exercer pleinement cette liberté.

C'est un principe fondamental et tout Etat se doit de le respecter.

Seul le Peuple malgache décidera souverainement qui devra conduire son destin, et non l'influence d'un pays et des pressions extérieures.

Seul le Peuple malgache choisira celui ou celle qui dirigera Madagascar.

Faites confiance au Peuple malgache et il vous en sera reconnaissant.

En instaurant la confiance mutuelle, qui est une règle de base de toutes les négociations internationales, les notions de non ingérence et le respect de la souveraineté de chaque pays sont parmi les moyens à la fois essentiels et pacifiques pour la construction d'une paix durable.

Des efforts doivent être fournis pour faire cesser les inégalités de traitement des pays en crise politique. Il faut prendre connaissance de la réalité sur le terrain et de l'aspiration populaire, pour ne pas se tromper sur la décision à prendre.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Malgré nos désaccords et nos divergences de points de vue, sur la façon de parvenir à un règlement pacifique de nos conflits, Nous, pays membres de l'Organisation des Nations Unies, sommes unanimes quant à notre ferme désir de paix.

Le système des Nations Unies ne pourrait continuer à être la police du monde. Il devrait être aussi porteur d'espoir et porteur de valeurs. Notre société a besoin d'exister et de se reconnaître à travers ses propres valeurs.

Car ce sont les malaises sociaux et économiques, les injustices et l'absence de protection des populations vulnérables, ainsi que l'intolérance des minorités qui sont souvent les sources d'éclatement d'un Etat.

Dans la limite de ses modestes moyens, la République de Madagascar est déterminée à apporter sa pierre à l'édifice pour la réalisation de nos objectifs communs.

L'accord de paix est ainsi fragile et appelé à évoluer. Comme nous rappelle Martin Luther King, je cite : « Tous les progrès sont précaires et la solution d'un problème nous confronte à un autre problème ».

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous avons le devoir et la responsabilité d'assurer un meilleur avenir pour la génération future.

La stabilité mondiale doit passer par la tolérance, l'entraide, la création et le partage équitable de richesses, par la réduction de la pauvreté, par le développement pérenne et la réconciliation.

Les principes d'ajustement ou de règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques doit passer par le retour à nos valeurs, l'équilibre et la parité des genres, et nécessairement par l'alternance démocratique.

MASINA NY TANINDRAZANA ! (Que Dieu bénisse notre Nation !)

Je vous remercie de votre aimable attention.

